

Zeitschrift:	Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Herausgeber:	Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Band:	88 (2000)
Heft:	1444
Artikel:	Violences domestiques : mondialisation et interdisciplinarité
Autor:	Lempen, Karine
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-281899

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Violences domestiques

Mondialisation et interdisciplinarité

Expression de la domination des hommes sur les femmes, la violence domestique n'est pas née de la mondialisation. Pourtant, force est de constater que le néolibéralisme ambiant contribue à l'accroissement de ce phénomène mondialement répandu. En Suisse, la lutte contre la violence domestique s'organise, ces dernières années, sur le modèle d'un projet états-unien prônant une collaboration interdisciplinaire.

Karine Lempen

L'atelier « Femmes et Mondialisation », organisé en juin dernier à Genève, dans le cadre du Sommet alternatif de l'Appel de Bangkok, visait, notamment, à mesurer l'impact de la mondialisation sur les violences faites aux femmes. En effet, même si l'économie néolibérale n'est pas l'unique responsable des violences subies par les femmes, elle représente incontestablement un facteur de fragilisation supplémentaire pour les femmes violentées.

L'examen des liens existants entre la mondialisation et les violences faites aux femmes, tel qu'effectué lors du Sommet alternatif, permet de s'interroger sur la reconnaissan-

sance mondiale et étatique du problème de la violence domestique. Ainsi, pour ce qui est de la reconnaissance mondiale du phénomène, il est intéressant de relever que, même si la violence domestique n'est malheureusement pas susceptible de disparaître sous l'effet d'un vaccin ou d'une pilule, elle entre désormais dans le champ d'action de l'OMS et est, par conséquent, considérée au niveau mondial comme un problème de santé publique. Quant à la question de la reconnaissance étatique de la violence, elle est liée à celle du rôle de l'État et suscite des réponses différentes, selon que l'on se place dans une perspective de renforcement de l'autonomie des femmes, ou d'aide aux victimes. Dans le premier cas, a noté l'avocate Anne-Marie Barone lors de sa participation à l'atelier alternatif, le rôle de l'État doit rester limité, les femmes battues ne devant pas être considérées comme des sujets dépourvus d'autonomie, ni être dépossédées de leur droit de porter plainte. Dans le second cas, l'État doit protéger d'office les femmes victimes de violences domestiques et leur fournir une aide individuelle, telle que celle prévue dans la loi fédérale suisse sur l'aide aux victimes d'infraction, entrée en vigueur en 1993.

Interdisciplinarité : musique d'avenir

Le Domestic Abuse Intervention Project (DAIP), mis en œuvre au début des années '80, aux États-Unis (Minnesota), illustre bien cette seconde

tendance interventionniste. Ce projet, qui a donné des résultats très satisfaisants outre Atlantique, se base sur une collaboration des différentes instances concernées par le phénomène de la violence domestique, telles que la police, les centres d'aide aux victimes, ou les autorités pénales. L'intervention préconisée se situe à trois niveaux, à savoir, une meilleure protection des victimes, une responsabilisation des auteurs de violence, et une « juridiction » de la violence conjugale. Dès le début des

années '90, plusieurs cantons suisses ont pris pour modèle le projet états-unien. Ainsi, des cantons tels que Fribourg, Berne, Lucerne ou St-Gall ont organisé des tables rondes afin de privilégier une coopération interdisciplinaire des personnes concernées par la protection des victimes de violence domestique¹.

Genève se mobilise contre la violence

Parmi les nombreuses mesures prises à Genève, on peut citer l'organisation, en 1998,



UNIVERSITÉ DE GENÈVE

La FACULTÉ DE MÉDECINE ouvre une inscription pour un poste de

PROFESSEUR ADJOINT en cardiologie pédiatrique au Département de pédiatrie

CHARGE : Il s'agit d'un poste à charge complète de médecin adjoint de l'Unité de cardiologie pédiatrique et d'une charge partielle de professeur adjoint (3/10), comprenant l'enseignement pré- et post-gradué.

TITRE EXIGÉ : doctorat en médecine. Spécialiste FMH ou titre jugé équivalent.

ENTRÉE EN FONCTION : 1^{er} octobre 2000 ou date à convenir.

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 30 septembre 2000 au doyen de la Faculté de médecine, Centre médical universitaire, 1, rue Michel-Servet, CH-1211 Genève 4, auprès duquel des renseignements complémentaires peuvent être obtenus sur le cahier des charges et les conditions.

Désirant associer tant les femmes que les hommes à l'enseignement et à la recherche, l'Université souhaite recevoir davantage de candidatures féminines.

Avortement

Sombre mois de juin

Renvoi de la solution du délai en commission par le Conseil des États et campagne d'affichage extrémiste pro-vie, l'interruption de grossesse n'est pas dépourvue de détracteurs en Suisse.

Corinne Chaponnière
Perle Bugnion-Seretan

par l'Hospice général, d'un forum inter-institutionnel, au cours duquel la volonté de suivre les trois axes d'intervention du DAIP a été réaffirmée. Les actes du forum² préconisent, par conséquent, une meilleure prise en charge des hommes violents, qui doivent répondre de leurs actes « quelle que soit l'attitude des autres acteurs impliqués », ainsi qu'une plus grande « juridication » de la violence conjugale. Cette « juridication » pourrait, par exemple, passer par l'abandon du principe de l'opportunité de la poursuite, en vertu duquel les plaintes sont souvent classées, ou, de manière plus générale, par l'adoption d'une disposition pénale antisexiste, sur le modèle de la norme pénale antiraciste. Suite au forum, le Service pour la promotion de l'égalité, le centre de consultation LAVI, et Solidarités Femmes ont édité une brochure³ qui fait le lien entre les différentes formes de violences conjugales (psychologique, économique, physique et sexuelle), et donne de précieux conseils aux femmes se trouvant en difficulté.

1. Pour plus de précisions concernant l'application du DAIP en Suisse, on peut se référer à l'article de M. Eggenberger, Intervention bedeutet « Dazwischenentreten » : Zum Stand der schweizerischen Interventionprojekte gegen häusliche Gewalt, Revue Olympé, Cahier n° 12, juin 2000, pp. 86-89.

2. Société et violence : vivre ensemble dans le respect de chacun, Hospice général, Service d'information sociale, avril 2000, pp. 30-34.

3. La violence est inacceptable : Violence conjugale que faire ?, brochure conçue et éditée par le Service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme, le Centre de consultation LAVI, Solidarités Femmes, 2000, disponible gratuitement au SPPE tél. 022 / 301 37 92.

présenter l'avortement comme un acte aussi désinvolte et cynique que de se débarrasser d'épluchures de légumes. Comment l'ASME, à qui revient la maternité de cette campagne, a-t-elle osé ?

Ajournement de la solution du délai

Il reste à déterminer à quel point la campagne a porté au-delà de ce qu'on pouvait craindre. À la fin de ce même mois de juin, le Conseil des États était appelé à débattre de 3 propositions :

1. suivre la recommandation de sa commission juridique et adopter, comme le Conseil national, la solution du délai, le délai étant fixé à 14 semaines;
2. accepter l'amendement émanant du Parti démocrate-chrétien (PDC) introduisant l'obligation, sous peine de prison, de consulter un office autorisé;
3. renvoyer le débat au moment où on traitera de l'initiative populaire « Protection de la mère et de l'enfant » qui veut interdire l'avortement.

Parmi les conseillers qui se sont exprimés, seuls ont soutenu

la première solution deux radicaux Tessinois, un Argovien et un Zougois; et parmi les conseillères, Christiane Langenberger (Rad / VD), Erika Forster (Rad / SG), et Christiane Brunner (PS / GE). Les conseillers UDC et même une conseillère radicale comme la conseillère Christine Beerli, BE se sont prononcés pour la solution 3.

La conseillère fédérale Ruth Metzler n'a pas réussi à convaincre le Conseil des États d'adopter la solution 2. La solution 3 l'a emporté par 25 voix, contre 18 pour la solution 1. Il est clair que plusieurs radicaux et les conseillers PDC ont voté comme ceux de l'UDC.

C'est ainsi que par le renvoi en commission de la « solution du délai », réclamée depuis des années par une large frange des femmes, le problème de l'avortement se retrouve à nouveau ajourné. Il est vrai que la question est devenue un enjeu politique, otage du conservatisme étroit du Conseil des États et de l'emprise de l'UDC ZH sur la politique fédérale. Le 20 juin est à marquer comme une journée triste de plus dans la longue histoire de l'interruption de grossesse en Suisse.



A Lausanne, des féministes ont réagi à la publicité extrémiste.